



Déclaration liminaire FSU 53

CSA spécial départemental - Mayenne

Ajustements de rentrée

Mardi 2 septembre 2025

Monsieur le directeur académique,
Mesdames et messieurs les membres du CSA-SD,

Ce CSA-SD de rentrée s'ouvre dans un contexte d'annonces budgétaires gouvernementales dont la logique austéritaire est particulièrement contestable. Le Premier ministre Bayrou a annoncé le 15 juillet dernier son projet de baisse de 43,8 milliards d'euros des dépenses de l'État, en instaurant des coupes budgétaires dans quasiment tous les ministères. En effet, le 1er Ministre refuse toujours d'engager une réforme fiscale pour mieux imposer les plus riches et les grandes entreprises de ce pays. Au contraire, il fait passer son régime sec sur les Services Publics (moins 3000 postes annoncés en 2026) et la Protection Sociale faisant croître dans le pays les inégalités.

Non, ce ne sont pas les dépenses qui ont explosé depuis 2017 mais les manques de recettes et tous ces cadeaux fiscaux que Messieurs Macron et Bayrou veulent faire payer à la population et aux plus démunies en annonçant une année blanche sur les salaires, le gel du point d'indice 2025, une diminution de l'indemnisation du congé maladie ordinaire, ou encore la suppression de 2 jours fériés. Depuis l'élection de M. Macron en 2017, ce n'est pas moins de 308 milliards d'€ en moins dans les caisses de l'État, dont 211 milliards d'€ de cadeaux fiscaux aux ultra riches et aux grandes entreprises, sans aucun contrôle, selon le récent rapport de la Commission d'Enquête du Sénat !

211 milliards, c'est plus de 3 fois le budget de l'Éducation Nationale !

Pourtant, en janvier 2025, dans son discours de politique générale, M. Bayrou assurait : « L'Éducation nationale est à sa place c'est-à-dire à la première place. »

Mais sur le terrain, qu'en est-il vraiment ?

Pour nos écoles publiques, en Mayenne, cette politique d'austérité c'est 35 fermetures de classes en 3 rentrées scolaires. C'est aussi depuis plusieurs années, une politique de concentration des services qui se fait à marche forcée, les petites communes perdant leurs écoles faute de soutien. Au-delà du bien-être de nos élèves, notamment celui des plus jeunes, qui doivent parfois faire plus de 10km pour aller à l'école, c'est l'avenir de ces communes rurales qui est en jeu.

Cette politique d'austérité ne permet pas non plus :

- D'alléger les effectifs des écoles les plus chargés comme à Bonchamp élémentaire, Gennes Longuefuye, le Bourgneuf, ...
- De prendre davantage en considération les écoles qui accueillent un public difficile ou socialement défavorisé comme à Gorron par exemple.
- De prendre en compte la spécificité des écoles rurales. A la Pellerine, avec 26 élèves, un second enseignant devrait être positionné à temps plein sur l'école.
- De laisser la possibilité aux écoles de se lancer dans des projets innovants sans être pénalisées par une fermeture comme à Bonchamp maternelle.
- D'augmenter le vivier de remplaçants pour répondre à tous les besoins (maladie et formation).
- De créer suffisamment de postes RASED pour que la difficulté scolaire soit sérieusement traitée.
- D'augmenter de manière conséquente les temps de décharges des directeurs.trices. Aucune direction ne devrait se retrouver sans décharge hebdomadaire, y compris les chargé-es d'école. Les classes et dispositifs spécifiques implantés dans les écoles (ULIS, UEPA, UEMA...) devraient donner lieu à un temps supplémentaire de décharge. Rappelons, par comparaison, que dans les "petits" collèges mayennais (- de 10 classes) la direction dispose de toute une équipe administrative (secrétaire, gestionnaire, CPE, ...) quand un directeur d'une école 11 classes est seul et déchargé seulement à mi-temps !
- De créer des postes d'AESH, avec un vrai statut, en nombre suffisant.
- D'accueillir les élèves en situation de handicap dans les meilleures conditions possibles.

Alors oui, une autre politique est possible pour notre École Publique et plus généralement pour l'ensemble des Services Publics. Un autre budget est nécessaire pour réduire les inégalités dans notre pays. Les enjeux sociaux et politiques sont trop grands, ne reproduisons pas les erreurs du passé en ouvrant grand la porte à l'extrême-droite.

Nous en avons les moyens.